

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 18 (1930)

Heft: 336

Artikel: Protection ou non-protection du travail des femmes

Autor: E.Gd.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-259990>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le dernier jour de la Conférence éclata en bombe une nouvelle surprenante pour quelques-unes des femmes déléguées: c'est que le Conseil d'Administration du B.I.T. avait décidé par 12 voix contre 10 d'accepter la proposition britannique introduisant une demande de révision de la Convention de Washington de 1919 sur le travail de nuit des femmes. Quelques-uns on vu là un succès partiel du mouvement de l'*Open Door*. Le B.I.T. va envoyer au cours de cette année un questionnaire à tous les gouvernements des Etats membres pour leur demander leur opinion sur cette révision, et de cette façon un grand nombre de gouvernements vont être amenés à prendre officiellement position sur la protection spéciale des travailleuses. On a fait valoir du côté britannique que, dans la Convention de Washington, il est parlé de « femmes » et non pas « d'ouvrières », et que, de ce fait, l'interdiction du travail de nuit a de fâcheux résultats pour des femmes exerçant des professions supérieures, comme des femmes ingénieurs, etc. Il est possible, après tout, que la révision projetée, se limite à la modification de ce terme. L'acceptation de la proposition britannique par le Conseil d'Administration du B.I.T. constitue, pour notre pays aussi, une solution technique définitive à la question si discutée de la protection légale des travailleuses; aussi exprimerons-nous en terminant cet article, le vœu que la Commission d'étude nommée à cet effet par l'Association suisse pour le Suffrage féminin puisse bientôt se mettre au travail.

Dora SCHMIDT, Dr en philosophie, Berne.

(Traduction française).

Protection ou non-protection du Travail des Femmes

La conclusion de l'article ci-dessus nous amène tout naturellement à apporter ici quelques renseignements complémentaires touchant à cette question de la protection légale du travail féminin, qui actuellement divise les féministes en deux écoles acharnées à se combattre. Les unes, on le sait, défendent le point de vue exposé par M^{lle} Möhrcke à la Conférence du Travail, soit que la femme, généralement plus faible physiquement que l'homme, et surtout du fait de sa fonction maternelle, doit faire l'objet d'une protection légale spéciale, qui peut aussi devenir une étape sur la voie d'une réglementation plus complète du travail masculin. Les autres, dont les idées se sont concentrées dans le programme du « Conseil de la Porte Ouverte », devenu, l'an der-

nier, à Berlin, la « Porte Ouverte Internationale », *Open Door International*, s'opposent à toute réglementation spéciale du travail féminin qu'elles estiment dangereuse, et en principe, parce qu'elle porte atteinte à la liberté économique de la femme, et en application, parce que les femmes risquent ainsi d'être très fortement infériorisées dans leur lutte pour le pain quotidien. Entre ces deux écoles se trouvent celles qui, détestant en principe toute mesure d'exception à l'égard des femmes, sachant par expérience que, trop souvent, on use de prétextes de cet ordre pour écarter la concurrence féminine devenue gênante dans certains métiers, trouvent d'autre part que ce n'est pas à des théoriciennes à se prononcer en dernier ressort du fond de leur fauteuil, mais bien, selon les règles de toute démocratie, aux premières intéressées, à celles qui mettent vraiment la main à la pâte et qui peuvent souffrir ou se réjouir des résultats de cette réglementation, c'est-à-dire aux ouvrières.

Pour éviter la répétition de discussions stériles à son Congrès de Berlin, l'an passé, l'Alliance Internationale pour le Suffrage décida très sagement, on s'en souvient sans doute, de convoquer à l'occasion de son Congrès de 1932 une Conférence, à laquelle tout le problème serait discuté de façon approfondie, sur la base d'enquêtes scientifiques. Différentes circonstances ont retardé le début de cette enquête, à laquelle fait allusion dans son article M^{lle} Schmidt, membre de la Commission d'enquête en Suisse, mais nous croyons savoir que le questionnaire qui lui servira de base ne va pas tarder à être remis aux Commissions spécialement chargées de ce travail. En outre, une réunion aura lieu à Genève en septembre des membres du Comité Exécutif de l'Alliance et de ceux de la Commission d'égalité dans les conditions du travail pour préparer l'organisation de cette Conférence en 1932. Il est d'autant plus intéressant de voir ce travail s'organiser sérieusement et de façon impartiale que, soit les récentes manifestations de l'*Open Door* à Genève, soit la décision du Conseil d'Administration du B.I.T. de réviser la Convention de Washington montrent à quel point le problème est devenu aigu.

Car, si désireuse que nous soyons de porter un jugement équitable sur la Conférence de l'*Open Door*, si persuadée que nous soyons du danger de toute mesure d'exception, et quelle que soit la catégorie de personnes visées, nous croyons d'autre part que les dirigeantes de ce mouvement sont en train de faire fausse route. Par leur doctrine extrémiste et intransigeante d'abord, qui ne veut tenir compte d'aucune contingence, d'aucune circonstance; par le caractère purement théorique aussi qu'elles donnent à leur revendication, balayant délibérément l'opinion des groupements intéressés, comme si elles seules,

Un voyage féministe à Prague

Ce samedi après le Congrès de Vienne, dans le train qui doit nous amener à Prague, il me semble, en pénétrant dans la campagne autrichienne, entendre une musique mozartienne. L'esprit se détend, les yeux se remplissent de visions calmes de verdure et de blé mûrissant. Nous voici à la frontière, saluées par une école villageoise. Les enfants, en costume national, viennent nous offrir des cartes postales peintes par eux, des coquilles décorées d'œufs de Pâques, du sirop, des oranges, des danses aux sons d'une musique rustique. Cet accueil est émouvant, nous ne savons comment témoigner notre gratitude; impossible de s'entendre par un langage parlé; on sourit aux petits, on caresse telle frimousse de fillette, encadrée de cheveux disposés en dentelles et surmontés de la coiffe moravienne.

Plus loin c'est Brno (le Brünn d'autrefois), où nous sommes attendues par un délégué de la ville et un représentant du gouvernement de la Moravie; nous répondons à leurs discours de bienvenue en quatre langues, et c'est la Suisse qui est chargée du français. Un chœur d'institutrices nous chante des mélodies du pays, et sur le terrain de la musique, on se comprend à la perfection. Ensuite c'est l'excursion en autocars: le tour de la ville, la visite de la forteresse du Spillberg, tristement célèbre par les tortures qu'y ont endurées des Silvio Pellico et d'autres prisonniers politiques. D'aimables officiers polyglottes nous conduisent par les case-

mates et nous commentent chaque galerie, chaque cellule, par des récits qui font frémir. L'obscurité, l'humidité, les immondices qui envahissent les victimes, parfois pendant bien des années, dépassent en horreur tout ce qu'on peut imaginer, et l'on comprend que peu de prisonniers en soient revenus vivants. Passé trop récent, puisque seulement la clémence du bon Joseph II a mis fin au scandale.

Dans la cour du château, les élèves d'une école ménagère nous offrent un picotin bienvenu, car nous sommes parties à l'aube; de petits couples en costumes de fête nous montrent l'industrie paysanne. On repart en cars pour les fameuses grottes de stalactites de Blancko, dont la plus étonnante porte le nom de dôme Masaryk; en Tchécoslovaquie, tout ce qui, dans son domaine propre, se distingue, est baptisé du nom de l'homme le plus aimé du peuple. Le soir, tard, notre train spécial s'arrête à Pardubice: le maire nous salue sur le quai de la gare, une fanfare nous joue l'hymne national, et des mains amies nous tendent la spécialité de l'endroit, de délicieux biscômes. Nous avons un retard de deux heures, mais la fanfare est restée là, « l'arme au pied », trompant son impatience en jouant ses plus beaux airs aux trains de passage. Le lendemain, c'est au tour de la capitale, où l'accueil de tous, Conseil national des femmes, autorités de la ville et de la République, continue chaleureux, respectueux. Le méritons-nous? nous nous le demandons souvent. Evidemment l'honneur revient à l'idée que représentent ces femmes venues de tous les coins du monde, à l'idéal de compréhension, d'entente, de collaboration internationales.

Vacances...

Comme chaque année, le Mouvement interrompra sa parution pendant le mois d'août, afin de pouvoir donner à sa rédaction, à ses collaborateurs, à son imprimeur, et à son expéditrice, ces quelques semaines de détente qui permettent de reprendre ensuite le travail de façon plus féconde. Seule, l'Administration n'arrêtera pas son activité, en ce sens qu'elle continuera à recevoir, avec joie tous les nouveaux abonnements qu'on voudra bien lui adresser. Peut-être, en effet, la période de vacances est-elle spécialement favorable à la propagande individuelle, car sait-on jamais le résultat d'une conversation, du prêt d'un numéro à une nouvelle connaissance de villégiature, moins même, du fait de déposer ce numéro dans un salon d'hôtel, sur une table de salle à manger, dans une pension, à la montagne, à la mer, à la campagne, où toute lecture, un jour de pluie, est particulièrement bienvenue? Beaucoup de nos amis peuvent nous aider de cette façon-là, ce dont nous les remercions bien vivement d'avance.

Le MOUVEMENT FÉMINISTE.

Bureau Temporaire de Genève de l'Alliance Internationale pour le Suffrage et l'Action Civique et Politique des Femmes

1^{er} au 30 septembre 1930

Comme ces années précédentes, l'Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes ouvrira à Genève pendant l'Assemblée de la Société des Nations un Bureau temporaire, destiné à servir de centre de ralliement et de rencontre à toutes les nombreuses féministes de passage à Genève à ce moment-là.

La Société des Nations ayant délaissé cette année la Salle de la Réformation pour tenir les séances plénières de l'Assemblée dans le bâtiment appelé « Bâtiment électoral », et où siège toujours la Conférence Internationale du Travail, l'Alliance a pu s'assurer un local à proximité si immédiate du Bâtiment électoral, qu'il n'y a que la rue à traverser pour s'y rendre. Ce Bureau, situé 6, rue de Saussure, au 1^{er} étage, dans les locaux tout fraîchement mis à neuf de la Taverne antialcoolique de Plainpalais, sera ouvert tous les jours, le dimanche excepté, de 14

juristes, sociologues, professeurs, étaient en possession de la vérité, et que les ouvrières harassées qui peinent aux machines et qui se courbent sur les métiers, n'avaient pas voix au chapitre plus directement qu'elles. Certes, il est infiniment regrettable qu'appelées à donner leur avis, des ouvrières transportent immédiatement la question sur le terrain de la lutte de classes, en traitant leurs adversaires de capitalistes bourgeoises, comme cela a été le cas, lors du meeting public de Genève; mais comment juger aussi la comparaison absurde, et que l'on ne saurait réprouver trop sévèrement, de certains chefs de l'*Open Door*, que les esclaves autrefois ne voulaient pas davantage de leur libération que les ouvrières actuelles ne veulent de ces théories de soi-disant émancipation économique, et que Joséphine Butler n'avait pas plus consulté les pensionnaires de maisons closes, avant de mener sa campagne abolitionniste, que les protagonistes du non protectionnisme législatif ne tiennent compte de l'opinion des travailleuses?... Ce sont là des analogies tout simplement révoltantes. Et enfin, les réunions de Genève de l'*Open Door* ont été marquées du signe de la plus remarquable maladresse. Tenir une Conférence de protestation précisément à l'occasion d'une session où l'égalité de traitement entre travailleurs masculins et féminins n'a jamais été mise en question (on a même remarqué avec quelque malice que, si l'*Open Door* avait été logique, il aurait dû protester contre la Convention sur le travail forcé stipulant qu'en aucun cas les femmes et les enfants ne peuvent y être astreints!), faire du B.I.T., dans la ville même où il siège, le bouc émissaire de tous les péchés antiféministes, attaquer de façon agressive, aussi déplaisante qu'injuste, la personnalité de son Directeur, — ces procédés ont certainement aliéné à l'*Open Door* les sympathies de nombre de celles qui étaient favorables à ses théories, ou qui hésitaient encore sur la ligne de conduite à suivre. On nous dira peut-être que c'est grâce à lui que le Conseil d'Administration du B.I.T. vient de décider d'ouvrir la procédure de révision de la Convention de Washington sur le travail de nuit des femmes: on nous permettra de répondre, d'après des renseignements absolument sûrs, que c'est tout le contraire, car nous pouvons en effet citer des cas où des revendications féministes très modérées ont été écartées justement à cause de la campagne maladroite de l'*Open Door*.

C'est pourquoi, nous le répétons, nous ne pouvons que nous réjouir de voir ces questions si complexes étudiées et traitées scientifiquement, en dehors de toute idée préconçue dans un sens comme dans l'autre. La Conférence de 1932 revêt de ce fait une très grande importance: aussi ne voulions-nous pas tarder davantage à placer cette question devant nos lecteurs.

E. Gd.

Je ne puis qu'effleurer le programme qui nous est préparé par le Conseil national des femmes tchèques: tour de ville en autocars et visite des monuments avec des guides, réception amicale avec concert, où de nouveau un chœur d'institutrices nous fait entendre des mélodies populaires et nous charme par une exécution merveilleuse, visite aux musées, excursion au château de Karlstein, soirée à l'Opéra, visites à des institutions sociales et scolaires... Avec un ami d'autrefois retrouvé par l'intermédiaire de sa femme, membre du Conseil national, j'ai eu l'occasion de flâner dans ces rues inconnues, à la recherche de coins pittoresques, de belles portes, d'enseignes anciennes. Le même guide nous conduisit, un soir tard, au-dessus de la ville, par une suite d'escaliers, dans une auberge moyenâgeuse, sans doute un lieu plusieurs fois séculaire de rendez-vous d'étudiants. Les silhouettes des tours se profilaient sur le ciel étoilé et nous entendions dans le silence nocturne la rumeur des temps passés.

La réunion publique, présidée par Lady Aberdeen et par notre bonne fée de Prague, Mme Plaminkova, fut charmante: on sentait dans la salle un courant de sympathie qui nous portait. Chaque pays, ici encore, devait apporter son message.

Le bureau du C.I.F. eut l'honneur de déjeuner chez le Président de la République; les Présidentes nationale furent invitées chez le ministre des Affaires étrangères, M. Benès; les unes et les autres furent admirablement reçues. Le maire de Prague offrit un repas à toutes les déléguées; les directeurs de la Foire d'échantillons convièrent une partie d'entre nous à un déjeuner somptueux.

Pour finir, nous eûmes un garden-party dans le jardin du Président, jardin merveilleux qui n'est ouvert au public que quatre fois par an. On ne peut rêver site plus beau; des arbres magnifiques répandent leurs ombrages sur une immense terrasse et sur des pelouses et des allées qui descendent en pente douce du château du Hradjany au Belvédère, construction de la plus pure Renaissance. A chaque pas s'ouvrent des perspectives nouvelles, sur les tours de la ville, le château ou l'église de Saint-Guy. — Les tables du goûter étaient chargées de pivoines et de roses. Tous les membres du gouvernement étaient présents, et le Président Masaryk salua personnellement toutes les présidentes nationales ou leurs représentantes. Nous étions entourées de tous les membres du Conseil national des femmes tchèques présentes à Prague ce jour-là, car aucune d'elles n'aurait voulu manquer la réunion dans ce lieu, autour de la personne unique et vénérée du chef du pays.

Parmi les institutions sociales de Prague, j'en citerai trois: la Maison Tyrs, les Maisons Masaryk, et l'Institut Bakul.

Nous avons vu des enfants et des jeunes femmes faire leurs exercices de gymnastique dans leur maison Tyrs, la cellule de la vaste famille des Sokols. C'est un bâtiment historique, à l'origine une propriété Thurn, qui, après bien des péripéties et des dégradations, fut acquise en 1923 par la Fédération des Sokols. Aujourd'hui elle est leur centre de ralliement et le lieu d'instruction pour les moniteurs des deux sexes qui, par équipes de 100, y suivent pendant quinze jours consécutifs des cours de perfectionnement. Ils sont logés dans des dortoirs spacieux, travaillent